



**Discours de Nicolas DARAGON
Président de l'AMF 26
Maire de Valence**

Mesdames et Messieurs les Maires, élus municipaux et intercommunaux de la Drôme,

Chers collègues et chers amis,

Permettez-moi de vous saluer à nouveau et de vous remercier chaleureusement pour votre présence, toujours plus nombreuse, à ce grand rendez-vous annuel qu'est notre congrès.

A chaque édition, vous répondez présent, comme vous le faites tous les jours de l'année en vous mobilisant sans relâche au service des habitants de la Drôme.

Je veux également souhaiter la bienvenue à nos invités, à commencer par **André LAIGNEL**, 1^{er} Vice-Président délégué de l'AMF et Président du Comité des Finances Locales.

André LAIGNEL est investi depuis de nombreuses années au sein de notre Association des Maires et Présidents d'intercommunalités de France, où son expérience et ses compétences nous sont très précieuses.

Vous le savez certainement, nous ne sommes pas issus de la même famille politique.

Mais justement, **ce qui fait la force de notre association**, au plan local comme au plan national, c'est que nous sommes animés par la même conviction, celle que **nos collectivités jouent un rôle majeur, au cœur de l'organisation décentralisée de notre République.**

C'est ce qui nous rassemble et ce qui forge notre travail commun, car nous savons mettre de côté les clivages partisans pour travailler et avancer ensemble, au service de l'intérêt général.

Merci, André, d'être avec nous aujourd'hui à Valence.

Je tiens également à exprimer ma reconnaissance à **Monsieur le Préfet, Thierry Devimeux.**

Depuis votre prise de fonction, il y a un peu plus d'un an, nous avons pu apprécier votre engagement constructif et pragmatique et le soin que vous apportez à établir une relation de confiance avec les élus locaux.

Merci à vous, Monsieur le Préfet, pour la belle manière avec laquelle vous exercez les missions qui vous reviennent, faisant en sorte que les services déconcentrés de l'Etat dans notre département soient des facilitateurs appréciés, des accompagnateurs utiles, des conseillers éclairés, des partenaires loyaux.

Bien entendu, je tiens à saluer également :

- Madame et Messieurs les Sénateurs de la Drôme,
- Mesdames et Monsieur les Députés,
- Madame la Présidente du Conseil Départemental,
- Mesdames et Messieurs les Conseillers régionaux et départementaux
- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Sous-Préfet de l'arrondissement de Valence,
- Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de Die,

- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Nyons,
- Monsieur le Président de l'Association des Maires Ruraux de la Drôme,
- Mesdames et Messieurs les Directeurs et collaborateurs des services de l'Etat et des collectivités,
- Mesdames et Messieurs les représentants des entreprises présentes sur notre salon des collectivités,

Une nouvelle fois je veux vous dire le plaisir qui est le mien **de** nous voir réunis aujourd'hui. Je suis convaincu que cette journée partagée nous permettra d'initier de nouvelles collaborations et de nouveaux projets

Au moment de m'exprimer devant vous, je veux bien sûr m'arrêter un instant sur les changements intervenus au plan national au cours des derniers mois.

Depuis la dissolution voulue par le Président de la République, notre pays a traversé de longues semaines d'incertitudes et d'instabilité, même si nous avons tous constaté une participation forte aux législatives et eu plaisir à partager l'incroyable ferveur collective qui fut portée par les Jeux Olympiques et Paralympiques.

Mais, une fois l'été passé, il a bien fallu se confronter à la réalité. Cette réalité, quelle était-elle ? Celle d'un pays dans lequel les attentes de nos concitoyens sont immenses, et les défis innombrables à relever.

Oui, la France avait l'impérieux besoin d'un gouvernement qui se mette, vite et bien, au travail.

Qui, mis à part les populistes de tous bords et les pourfendeurs de l'ordre républicain, pouvait se réjouir de voir notre pays à l'arrêt, sur une ligne de crête escarpée, entre immobilisme et fuite en avant ? Personne. Pas moi, en tout cas !

C'est pour incarner et pour porter le seul chemin possible que Michel BARNIER a accepté de s'engager. Il a pris ses responsabilités dans un moment extrêmement complexe pour notre pays.

C'est avec ce même état d'esprit que j'ai répondu favorablement à la demande qui m'a été faite d'entrer dans l'équipe gouvernementale, en particulier pour mon expérience d'élu de terrain, comme Maire et comme Vice-Président de l'AMF.

Je l'ai accepté pour plusieurs raisons.

D'abord, parce que je n'ai **pas pour habitude de me défausser** face à la difficulté ou à l'adversité, tout le contraire : j'ai l'intime conviction que « là où croît le péril croît aussi ce qui peut nous en sauver » (pour citer Hubert Reeves).

Ensuite, parce que **le fatalisme n'est pas dans mon ADN**. Si on commence à se dire que c'est compliqué, alors même que nous n'avons pas tout tenté, alors mieux vaut rester chez soi.

Je préfère, et de loin, « y aller à fond », sans arrière-pensée ni petit calcul, car j'ai toujours considéré que là où il avait une volonté, il y avait un chemin. Je le fais, évidemment, tout en restant fidèle à mes valeurs et à mes idéaux.

Enfin, parce que ce qui m'anime dans mes fonctions, c'est l'envie de travailler concrètement, de relayer vos préoccupations mais aussi **les solutions qui sont imaginées et portées par les élus locaux que nous sommes**. J'ai toujours considéré que les collectivités territoriales que nous incarnons ont vocation, à bien des égards, à être des sources d'inspiration pour l'Etat.

Tout en restant ancré dans la réalité locale, présent et proche de mes concitoyens, je m'engage donc dans un **domaine qui m'est cher, celui de la sécurité du quotidien**, auquel je suis, comme Maire de Valence, et comme vous toutes et vous tous, chaque jour confronté. Proposer à un Maire, habituellement tenu à l'écart de ces sujets dits « régaliens », de s'en préoccuper à l'échelon national est à la fois un honneur et une grande responsabilité.

La sécurité est pour 84% de nos concitoyens une attente forte, dans nos villes, autant que dans nos territoires ruraux.

Ce sentiment de vulnérabilité qu'expriment les Français concerne toutes les catégories de population, quel que soit le genre, l'âge, la classe sociale, le lieu d'habitation ou encore la sensibilité politique.

C'est donc avec détermination que je me suis engagé, avec la ferme volonté de servir et d'être à la hauteur des attentes de toutes les femmes et les hommes mobilisés pour la sécurité de nos concitoyens au quotidien : policiers nationaux, municipaux, gendarmes, sapeurs-pompiers, militaires de la sécurité civile, agents sécurité privés, bénévoles des associations de protection civile.

Avant de devenir Ministre, j'avais pris l'engagement, devant vous, de faire entendre votre voix au plus haut niveau chaque fois que je le pourrai.

Cet engagement reste le mien à chaque instant.

Dans le contexte que nous connaissons, **c'est la méthode des Maires que je veux employer.**

L'échelon communal est stable car les Maires savent que **le compromis et la recherche de consensus sont de puissants leviers pour mener des projets à terme, avec succès.**

Nous le pratiquons tous les jours au sein de nos équipes municipales et de nos intercommunalités, au-delà des engagements partisans de chacun, même s'ils sont respectables.

Le sectarisme et l'aveuglement idéologique ne seront jamais les bons outils pour faire avancer nos territoires comme notre pays.

C'est cet état d'esprit qui doit nous inspirer à tous les niveaux.

La situation n'est pas idyllique pour autant.

Les perspectives budgétaires sont très préoccupantes, nous le savions, mais sans doute pas dans de telles proportions.

Déjà, depuis 2023, des alertes graves avaient été publiées par les juridictions financières, comme par les grandes agences de notation.

Trop longtemps la France a fermé les yeux sur le montant abyssal de sa dette et sur les coûts qui lui sont liés.

Il faut bien comprendre le mur qui se présente devant nous, avec une situation inédite : depuis septembre, les taux d'emprunt à 5 ans de la France sur les marchés financiers ont dépassé ceux de la Grèce. Plus significatif encore, nous payons plus cher que l'Espagne pour des taux à 10 ans.

Ces 2 chiffres illustrent bien le choc politique et budgétaire auquel nous devons faire face, avec des budgets de la nation, plus que jamais, en déséquilibre. Et nous devons tous nous souvenir que la crédibilité de l'Etat sur les marchés financiers détermine aussi celle de nos collectivités.

Alors, comme à chaque fois que des difficultés budgétaires sont posées, certains depuis leurs bureaux parisiens croient avoir trouvé la cause des malheurs de la France : les collectivités locales dépenseraient trop !

Pourtant, nous le savons bien, nous, les Maires : chaque année nous votons des budgets équilibrés, aucun déficit ne nous est permis et si nous n'avons pas de quoi rembourser nos emprunts, alors nous n'en souscrivons pas.

Comme le résume un chanteur très populaire chez les jeunes **c'est** : « simple, basique ».

Je rappelle d'ailleurs que **les dépenses publiques locales représentaient seulement 11,2% du PIB en 2021**, soit un niveau largement inférieur à la moyenne européenne qui est à 17,9 %.

Si les dépenses de fonctionnement des collectivités locales ont effectivement augmenté en 2024, c'est sous **la double pression de l'inflation - prix de l'énergie et des travaux notamment, mais aussi avec les mesures de revalorisation des salaires des fonctionnaires décidées par l'Exécutif** (+ 2 milliards d'euros que nous avons dû assumer).

Enfin, je veux rappeler que, depuis 2010, les communes et intercommunalités ont beaucoup contribué au redressement des comptes publics, avec d'abord la baisse de la DGF, puis la non-indexation sur l'inflation. Je rappelle que le tout représente 11 milliards sur la DGF entre 2013 et 2017 et l'inflation sans doute 4 ou 5 de plus sur la durée.

Je tiens donc à le réaffirmer devant vous, comme Maire mais aussi comme membre du gouvernement, **les collectivités locales ne sont pas à l'origine du déficit budgétaire de la France.**

Elles sont, au contraire, celles qui assurent au quotidien la continuité des services publics sur tout le territoire national.

Cette réalité est parfaitement bien résumée par le slogan qui a été choisi pour le congrès des Maires de France qui se réunira en novembre à Paris : « *les communes... heureusement* » et dont nous avons projeté le clip de présentation ce matin.

Vous êtes déjà très nombreux à être inscrits pour participer à notre prochain congrès national et j'aurai le grand plaisir de vous recevoir au Ministère, place Beauvau, lors d'une soirée pour les élus drômois.

Mais j'en reviens au contexte budgétaire.

Vous le savez, le Premier Ministre Michel BARNIER a présenté la semaine dernière un projet de loi de finances pour 2025.

Ce projet de loi présente une feuille de route, avec évidemment de nombreuses pistes de baisse des dépenses publiques, puisque cet impératif s'impose à nous, si nous ne voulons pas connaître une catastrophe économique et sociale telle que la Grèce l'a connue.

Cette feuille de route vise à remettre nos finances publiques sur une trajectoire saine, en répartissant l'effort de manière globale mais équilibrée, à la mesure des capacités de chacun : Etat, collectivités locales, Sécurité sociale, très grandes entreprises, ménages à très hauts revenus.

Cet ensemble de mesures vise à faire revenir le déficit public à 5 % dès 2025.

A ce stade, et s'agissant notamment du volet qui concerne les collectivités, je veux le redire, il s'agit d'un projet.

Même si le calendrier qui nous a été imposé est court - le texte devra être voté définitivement le 19 novembre, le Sénat et l'Assemblée Nationale vont s'en emparer, le débat va s'installer et des arbitrages seront faits.

C'est une démarche inédite qui va exiger beaucoup de discussions, sans doute plus que d'habitude, puisque **la majorité parlementaire est relative**, contrairement à ce que nous connaissons depuis quasiment toujours dans la 5^{ème} république. Mais l'esprit de responsabilité des uns et des autres aura ainsi l'occasion de se manifester au-delà des oukases bien inutiles en situation d'urgence !

Comme je suis d'un tempérament optimiste, j'y vois une ouverture pour que se mette en place un véritable travail parlementaire, avec un texte qui va se nourrir des apports de nos députés et sénateurs. Mais il est certain que nous aurons besoin des efforts de tous.

Le Premier ministre a indiqué à plusieurs reprises qu'il restait ouvert aux propositions alternatives qui, en phase avec ces orientations, pourraient être formulées dans le cadre de débats parlementaires sérieux et réalistes.

Je dois dire d'ailleurs que j'adhère plutôt à l'orientation selon laquelle ce sont les plus grosses collectivités qui sont invitées à faire des efforts, alors que comme Maire de Valence et Président de Communauté d'agglomération, je devrais être le premier à m'en indigner. J'espère seulement d'une part, que les communes modestes réussiront à s'en sortir et d'autre part, que ce sera l'occasion de manifester de la solidarité dans les intercos, ce que je proposerai au sein de Valence Romans Agglo.

Si la loi de finances qui sera adoptée exige un effort des collectivités, alors je militerai pour que cet effort ne perdure pas dans le temps. La question du financement de nos collectivités mérite une vraie réflexion de fond, pour le long terme.

2025 est l'année de l'urgence. Celle qui remettra le pays sur les rails de la confiance rétablie et de l'efficacité retrouvée.

2026 devra être l'année des choix. De ces choix qui orientent vers l'essentiel et nous permettront, enfin, de tracer des lignes de force pour l'avenir... et de s'y tenir.

Il est regrettable que ces dernières années, **nos collectivités aient été privées de ressources sur lesquelles nous avons encore un levier**, par exemple avec la suppression de la taxe d'habitation ou de la CVAE, car sans autonomie financière, nous sommes encore plus dépendants de l'Etat et de ses difficultés budgétaires.

Les dysfonctionnements dans les hôpitaux publics ou dans les tribunaux, voilà ce dont nos citoyens se plaignent et pour lesquels ils souhaitent du changement.

Ce ne sont pas nos médiathèques, nos services de restauration scolaire ou nos crèches qui suscitent le sentiment de recul et parfois d'abandon des services publics que nous constatons tous.

Comme Maire, mais aussi comme Ministre, **je veux un Etat qui assume ses missions premières et qui trouve des solutions pour les faire fonctionner.**

Je suis convaincu que cela passe par un recentrage de l'Etat sur ses missions fondamentales, et un Etat qui arrête de se mêler de tout, notamment de ce qui est de la compétence des collectivités.

Cela peut se résumer avec une formule simple : **un Etat qui fait confiance à ses élus locaux et qui les laisse agir sans les entraver en permanence avec des normes et des contraintes qui nuisent à leur efficacité.**

Je tiens d'ailleurs à affirmer devant mon collègue André LAIGNEL que je partage à 100% un propos qu'il a tenu récemment : « *les collectivités ne sont pas des charges et des dépenses, mais des leviers pour moderniser la France* ».

C'est dans ce sens que des décisions fortes ont d'ailleurs déjà été annoncées par le Premier Ministre, dès le 1^{er} octobre et sa déclaration de politique générale.

Je veux en évoquer quelques-unes :

- La construction d'un **nouveau contrat de responsabilité entre les collectivités locales et l'État.**
- **L'assouplissement de la loi zéro artificialisation nette** (le fameux ZAN), évolution attendue et primordiale en matière de logement, tout à fait conciliable avec la nécessaire transition écologique que nous devons conduire ;

- La fin du **transfert obligatoire de la compétence eau et assainissement** aux intercommunalités en 2026. Sur ce point, je veux d'ailleurs remercier nos sénateurs, qui ont toujours été engagés avec nous, et leur souhaiter bon travail demain, au Sénat, où un texte trans-partisan est présenté.
- Un **engagement déterminé pour la lutte contre les déserts médicaux**, sujet qui est une préoccupation majeure pour nous élus, mais surtout pour une grande majorité des Drômoises et des Drômois.

Enfin, sur une thématique qui m'est très chère, le gouvernement souhaite **simplifier les procédures des demandes de financements auprès de l'Etat** : nous voulons dire « stop » aux dossiers et aux appels à projets qui sont tellement compliqués à monter qu'ils nécessitent de dépenser des sommes folles en ingénierie avant même de les déposer.

A travers cela, nous voulons simplement réaffirmer un principe simple qui est inscrit dans notre constitution, celui de la « **libre administration** » des collectivités locales. Nul besoin de démontrer la légitimité de nos projets, ils sont légitimes parce que la population les a choisis au travers des suffrages, la technocratie ne doit pas donner ensuite sa bénédiction !

Enfin, chacun peut noter un signe très fort et générateur de confiance envers nos territoires, avec la **mise en place d'un grand Ministère des collectivités**, conduit par Catherine VAUTRIN, Ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation et Françoise GATEL, qui est en charge de la ruralité.

Toutes les deux ont été longtemps élues municipales. Le Premier Ministre lui-même a été un élu local de premier plan dans notre région. Je suis convaincu que cela permettra une bonne compréhension de nos réalités et de nos enjeux.

*

Je voudrais maintenant évoquer des thématiques plus locales et porter un regard sur les actions de l'AMF 26 que nous avons engagées ensemble au cours de l'année écoulée.

Cela a été rappelé tout à l'heure par notre Secrétaire Générale, Patricia BOIDIN : les 12 mois qui nous séparent de notre précédent congrès ont permis à notre association de relayer vos préoccupations et de **poursuivre l'engagement de l'AMF de la Drôme** au service de nos collectivités, en accompagnant les équipes municipales et intercommunales de notre département dans leur action.

A plusieurs reprises nous nous sommes **portés partie civile aux côtés des élus victimes d'agression**, notamment aux côtés de Marie-Hélène THORAVAL, qui avait été menacée de mort ou de Michel MARTIN, Adjoint au Maire de Beaumont-lès-Valence, lui aussi victime d'une agression inadmissible.

A chaque fois, nous avons obtenu des jugements significatifs et je tiens à saluer la prise en compte de nos difficultés par le Président du Tribunal Judiciaire et le Procureur de la République, ainsi que les services de gendarmerie et de police, avec lesquels nous travaillons efficacement.

Nous avons également mené un travail de longue haleine pour **ré-écrire le Règlement Départemental de Défense contre l'incendie** avec les services du SDIS.

Grâce ce travail, ce règlement a été mis à jour avec pour principal objectif de diminuer les contraintes qui pèsent sur les communes, tout en maintenant un haut niveau de protection de la population.

Nous n'avons pas trouvé de formule magique, mais tout en respectant la réglementation nationale, nous espérons que cela se traduira concrètement dans vos communes.

Je tiens donc à remercier Eric BESNIER, Maire de Rochemonde et Eric RICHARD, Maire d'Aubres qui ont travaillé sur ce dossier, ainsi que les services du SDIS et leur Présidente Marie-Pierre MOUTON.

Sur d'autres sujets, nous avons également obtenu des avancées pour le financement de l'accompagnement des élèves handicapés durant l'accueil péri-scolaire, désormais pris en charge par l'Etat, ce qui va soulager favorablement les finances de nombreuses communes.

Enfin, je veux rendre hommage au travail réalisé par le Centre de Gestion de la Drôme sous la houlette de sa Présidente Eliane Guillon, pour favoriser le recrutement et la formation des secrétaires de mairie, dossier crucial pour de nombreuses communes.

Les raisons de nous engager restent nombreuses : nous le ferons par exemple pour préserver **la présence postale sur nos territoires.**

Je sais que nous pouvons compter sur l'énergie du Président de notre Commission Départementale de Présence Postale Territoriale, Jean GARCIA, qui est aussi le Maire de Saint-Maurice-sur-Eygues. Je sais qu'il est mobilisé pour gagner en notre nom le combat contre les menaces de La Poste afin que perdure le financement de ce service à la population fondamentale, dans nos villages ruraux comme dans les quartiers de nos villes.

Avant de conclure, permettez-moi d'avoir une pensée pour les éleveurs drômois, qui subissent de plein fouet les ravages de la fièvre catarrhale sur les troupeaux.

Un premier plan d'aide a été présenté par le Premier Ministre. Il nous faudra l'évaluer dans quelques semaines.

En matière d'agriculture, permettez-moi d'ailleurs de vous adresser un message : **faisons tout notre possible pour aider nos agriculteurs.** Que ce soit pour de simples difficultés du quotidien, comme pour les chemins ou les autorisations d'urbanisme... Soyons bienveillants, ils en ont besoin face aux immenses difficultés de leur métier, comme ils nous l'ont rappelé en mettant à l'envers les panneaux d'entrée de nos communes, durant l'hiver dernier.

*

Chers Amis,

Permettez-moi de m'arrêter quelques instants sur la date qui nous rassemble ce matin.

Nous sommes aujourd'hui le 16 octobre.

Cette journée évoque cruellement un sombre évènement, celui de l'assassinat de **Samuel Paty**, le 16 octobre 2020, à Conflans-Ste-Honorine.

Ce jour-là, notre pays tout entier était sous le choc de l'assassinat ignoble d'un professeur d'histoire-géographie, apprécié de ses collègues et de ses élèves parce qu'il faisait vivre dans sa classe le savoir, la liberté d'expression et l'esprit critique.

Après lui, il y a un an, un autre professeur, **Dominique Bernard**, était sauvagement assassiné à Arras.

S'attaquer aux enseignants, c'est s'attaquer aux fondements même de notre société fondée sur la transmission du savoir, des connaissances, des Arts, des Lettres et des Sciences, de tout ce qui fait la richesse et la beauté de la vie.

Oter la vie des enseignants, c'est nier cette volonté de vivre ensemble, qui repose sur des bases partagées, que sont les valeurs de notre société ouverte et démocratique : la laïcité, la liberté de conscience et d'expression, le respect mutuel, et tout ce que la raison nous enseigne.

En 2025, nous célébrerons les 120 ans de la loi de séparation des églises et de l'Etat.

J'invite chacun de vous à organiser dans vos communes le plus d'évènements possibles pour faire vivre la laïcité, cette valeur cardinale qui doit nous éclairer, plus que jamais.

Souvenons-nous que les révolutionnaires avaient choisi en 1789 de créer une cellule administrative de base, portant un nom riche de sens, « la commune », avec l'élection d'un conseil municipal.

Ces communes ont été créées dans tous les lieux où une paroisse existait, afin que les idéaux républicains puissent régner partout et que le Maire devienne son incarnation.

La commune, celle qui nous réunit et nous rassemble, sur le socle des valeurs républicaines que nous avons en partage.

Faisons de l'année 2025 une année de réaffirmation de ces valeurs.

Celle d'une République des territoires, au plus proche de nos concitoyens.

Faisons en sorte que nos territoires ne soient plus regardés comme la « France d'en bas », mais au contraire la France de toutes les réussites, du lien social, de la France apaisée.

Gardons vivante cette flamme qui nous anime, dans nos villes comme dans nos villages.

Nos concitoyens nous regardent. Ensemble, traçons-leur un chemin semé d'espoir mais aussi de réponses concrètes à leurs attentes.

J'en viens à la conclusion.

La période que nous vivons est à la fois source de **grandes inquiétudes et de belles espérances**.

Nous en ferons ce que nous déciderons d'en faire, individuellement et collectivement, en conscience et en responsabilité : « **Être Homme, c'est précisément être responsable** », disait Claude Lévi-Strauss.

Si nous voulons aborder cette période dans les meilleures dispositions d'esprit, je crois que nous devons le faire, d'abord, et surtout, en appelant de nos vœux une forme d'**apaisement**.

Apaisement, face à ceux qui s'ingénient à encourager une forme d'hystérisation de la société... alors que nous avons besoin de **tempérance**.

Apaisement, face à ceux qui proposent des solutions extrêmes (pour ne pas dire extrémistes)... alors que nous devons retrouver **la juste mesure des choses**.

Apaisement, face à ceux jouent sur les peurs collectives... alors que c'est de **courage** dont nous devons faire preuve.

Dans le fond, il me semble que ce dont nous avons aujourd'hui le plus besoin, c'est de renouer avec une notion toute simple, qui peut paraître évidente, qui ne l'est peut-être pas tant que cela, et qui porte un nom : **le bon sens**.

Ce bon sens, dont on dit souvent, à juste titre, qu'il est « paysan ».

Ce bon sens, dans lequel nous puisons, au quotidien, pour agir auprès de nos concitoyens et réaliser nos projets locaux.

Qui peut parfois aller à contre-sens du préjugé ou de l'idée reçue.

Qui est la chose au monde la mieux partagée... mais pas forcément la plus répandue.

Ce bon sens, qui est la marque des bons esprits, pour citer Aristote...

Faisons confiance au bon sens.

J'en ai l'intime conviction : c'est grâce au bon sens retrouvé que nous remettrons, ensemble, tous ensemble, la France dans la... bonne direction.

Vive les communes et les intercommunalités de la Drôme, vive la République et vive la France !

Nicolas Daragon